

Une large coalition de partis de droite défend les deux lois corsets qu'elle estime indispensables pour davantage d'efficacité au sein de l'Etat de Genève

# Cette droite qui veut serrer le corset



MARIA PINEIRO

**Genève** ► Le rendez-vous avait été donné dans une rôtisserie brésilienne proposant grillades à volonté, à l'heure du repas de midi. «Pour montrer que quand il n'y a pas de limites, on prend toujours trop», illustre Pierre Nicollier, président du PLR. Avec l'UDC, Le Centre et les Vert'libéraux, ils défendent les deux lois dites «corset», soumises à votation le 28 septembre prochain.

Ces textes, sur lesquels les Genevois-es voteront le 28 septembre, visent à «maîtriser la croissance de l'Etat», souligne Pierre Nicollier. Entre 1998 et 2024, les charges de l'Etat ont augmenté de 88%, alors que la population genevoise n'a cru que de 32%, assure-t-il. Les deux lois, votées par le Grand Conseil en janvier, entendent freiner les dépenses cantonales lors de budgets déficitaires. La première limite l'augmentation des charges – hors charges contraintes ou événements exceptionnels – à la progression démographique. Quant à la deuxième, elle empêcherait toute création de nouveaux postes, à l'exception des engagements d'enseignant-es. Pour déroger à ces principes, il faudrait obtenir deux tiers des voix au parlement.

## Lois indolores

Campagne électorale oblige, le candidat UDC Lionel Dugerdil et le centriste Xavier Magnin avaient fait le déplacement. Pour l'agrarien, «la santé financière de l'Etat est le pilier de notre démocratie». Au Centre, on se veut rassurant, affirmant qu'un double



Le Centre, le PLR, l'UDC et les Vert'libéraux avaient donné rendez-vous à la presse dans un restaurant brésilien. JEAN-PATRICK DI SILVESTRO

oui ne débouchera ni sur des coupes budgétaires ni sur une baisse de prestations. «Il s'agit de préserver les prestations sans creuser la dette», résume Xavier Magnin. Les Vert'libéraux jugent que des «finances saines permettront de faire face aux crises ainsi que de préserver la capacité à s'autofinancer et donc à investir», déroule Aurélien Barakat, président genevois. Mais surtout, ces lois doivent «pousser à faire des choix, à améliorer l'efficacité». Pour son collègue Xavier Magnin «l'argent doit aller aux prestations à la population, pas au fonctionnement de l'Etat».

Aux yeux de cette alliance, sans Libertés et justice sociale pourtant favorable à ces lois, et sans le MCG, opposé, Genève dépense trop. «Plus 8500 francs par habitant comparé à Zurich», pointe du doigt Pierre Nicollier. Et surtout, ce n'est pas près de s'arrêter, renchérit Lionel Dugerdil, comparant la croissance annuelle de la population de 1% avec celle de l'Etat de 2%.

## Texte verrou?

L'udéciste ne se cache pas de soutenir des textes qui permettront de «voir plus loin que les majorités actuelles». La droite, qui tient la corde au Grand Conseil, se défend néanmoins de ne pas prendre ses responsabilités lors du débat budgétaire. «Le budget est le fruit d'un consensus entre partis qui n'est pas toujours satisfaisant», explique ainsi Pierre Nicollier pour justifier la mise en place d'un cadre strict.

Les partis bourgeois estiment qu'il convient de se montrer prudent, alors que les résultats exceptionnels de ces dernières années pourraient ne pas perdurer. «On prévoit de dépenser ce qu'on encaisse», promet Pierre Nicollier, assumant de baser le train de l'Etat sur les projets de budget, soit des prévisions, plutôt que sur les comptes. I

## COMMENTAIRE

### Double discours arrangeant

Il y a moins d'une année, les Genevois-es acceptaient une baisse d'impôts de 12%. Une proposition défendue avec vigueur par les partis de droite. A l'époque, pour justifier cette ristourne fiscale qui allait délester les caisses cantonales de 326 millions de francs, la droite n'avait de cesse d'assurer que la santé financière d'une collectivité publique se mesure aux comptes et pas aux budgets, projections incertaines et bien souvent pessimistes. Et pour cause, ces dernières années, les comptes de l'Etat ont été mirifiques. Rien qu'en 2024, le canton a perçu un boni de 541 millions de

francs, soit une différence de près de 600 millions avec les prévisions.

Et voilà qu'aujourd'hui, une majorité de ces mêmes partis de droite proposent à la population de serrer la vis au Conseil d'Etat, lui-même à majorité bourgeoise mais trop enclin à faire grossir l'administration et les dépenses à leur goût. Les comptes faramineux semblent bien loin. Désormais, c'est à l'aune du budget qu'il convient d'apprécier la situation. «On ne dépense pas ce qu'on n'a pas.» Quitte, comme ces dernières années, à se serrer la ceinture pour ensuite

boucler l'année par un jackpot? Si cela ne se faisait pas sur le dos de certains services au bord de la rupture et par là des prestations, cela prêterait sans doute à sourire. Mais ce n'est pas le cas: aide sociale, santé ou encore éducation tirent année après année la sonnette d'alarme sur leur état d'épuisement.

Les défenseur-euses du corsetage de l'Etat s'appuient donc sur des critères à géométrie variable selon les objectifs du moment. Il s'agira de s'en souvenir au moment de glisser son bulletin de vote dans l'urne. MPO